

**TRÈS VULNÉRABLE AUX
ATTAQUES «WANNACRY»**

Windows XP a encore des partisans

● Dans les attaques ransomware «WannaCry», les ordinateurs fonctionnant encore sous Windows XP ont été particulièrement touchés. Une des causes, c'est que Windows XP n'est plus couvert par les mises à jour de sécurité de Microsoft depuis trois ans. Un patch de sécurité d'urgence édité par Microsoft pour XP a, d'ailleurs, permis de freiner la diffusion des attaques qui ont touché plus de 200 000 ordinateurs dans 150 pays, mais ne les a pas arrêtés. Lancé en 2001, XP garde encore des parts de marché non négligeables dans certaines parties du monde, selon les chiffres de StatCounter. PAGE 12



AUX ÉTATS-UNIS

L'adoption de la technologie augmente chez les plus de 65 ans

● «Environ, les deux tiers des personnes âgées de 65 ans et plus se connectent à internet et possèdent des smartphones», affirme une étude de Pew Research Center, un centre de recherche américain. L'usage des technologies pour cette catégorie d'âge est lié au niveau scolaire mais aussi aux revenus, ajoute l'étude. PAGE 12



Condor Electronics devient distributeur de services de télévision payante

● La télévision payante arrive par le biais de Condor Electronics. Un bouquet de plus de 70 chaînes, pour un abonnement mensuel de 499 DA. Des chaînes privées algériennes sont invitées à faire partie du bouquet «Pay TV by Condor».

PAGE 13

Pas d'internet responsable sans régulation du Web !

Par Farid Farah

Cela fait seize années que le gouvernement algérien a ouvert le secteur des télécommunications et le spectre de fréquences à la concurrence nationale et internationale. Dans le cadre de cette unique réforme, pour l'instant, des licences de téléphonie mobile GSM, UMTS et LTE ont été attribuées à trois opérateurs. Mais au cours de cette même période, dans de nombreux pays, des bouleversements technologiques ont fait converger les activités des sociétés des télécommunications avec celles des télédiffuseurs. Les nouveaux médias sont, en effet, gérés par les opérateurs de télécommunications. Ces derniers, en permettant aux internautes de visionner en ligne des contenus multimédias interactifs, font la même tâche que les télédiffuseurs tradi-

tionnels. La distinction entre les deux profils devient ainsi quasiment impossible, et leur régulation difficile. A ce jour, en Algérie, l'internet haut débit n'est toujours pas officiellement réglementé, la diffusion, à travers cette toile, de contenus audiovisuels permet de promouvoir une culture de masse. Mais lorsque ce service sera proposé par un des opérateurs algériens, qui validera le contenu des programmes ? L'opérateur ou une autre entité ? L'essentiel est que les programmes doivent refléter les valeurs réelles de la société. Donc, les dirigeants des différentes sociétés productrices doivent avoir le profil de communication. Faut-il alors créer des textes juridiques régissant le développement de contenus électroniques chez un opérateur des télécommunications ? Absolument, disent certains observateurs. En effet, même si les opérateurs ont prévu dans leurs modèles écono-

miques de fabriquer des contenus multimédias afin de générer des revenus, le contrôle doit demeurer entre les mains du régulateur spécialiste de l'audiovisuel. En clair, il est nécessaire de séparer la régulation de la diffusion électronique de celle du contenu. Que dire alors de la législation actuelle ? Elle est trop incomplète. Il n'est plus logique d'avoir deux ensembles de règles destinés respectivement à l'activité contenu ou service et à celle des télécoms, en raison de la mutation que sont en train de subir les services assurés par les compagnies des télécommunications. Editer un contenu n'est pas du ressort du «télécom», mais de celui de l'entité «communication». C'est pourquoi les nouvelles règles doivent faire aussi une distinction entre le contenu et la distribution.

F. F.